



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

APIJ

AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

OPERATION DE PARACHEVEMENT
DE LA MAISON D'ARRET DE DRAGUIGNAN (83)

MARCHE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
TECHNIQUE ET DE CONDUITE D'OPERATION

Règlement de la consultation (RC)

Date et heure limites de remise des offres

Le 26 décembre 2024 à 12H00

Pour des raisons de sécurité, le dossier d'information technique de la consultation ne sera transmis qu'après demande des candidats sur la plateforme PLACE et après envoi de la charte de confidentialité signée jointe en annexe au présent RC

Sommaire

Article 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1. – Objet de la consultation	3
1.2. – Nature du marché	3
1.3. – Mode de consultation	3
1.4. – Décomposition de la mission	3
1.5. – Caractéristiques du marché de travaux	3
Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1. – Durée du marché - Délais d'exécution	4
2.2. – Lieu d'exécution	4
2.3. – Variantes	4
2.4. – Délai de validité des offres	4
2.5. – Forme du groupement	4
2.6. – Modifications de détail au dossier de consultation	4
Article 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
Article 4 - PRESENTATION DES OFFRES	5
4.1. Dossier de candidature – Conditions de participation	5
4.2. Dossier de présentation de l'offre	7
Article 5 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET EXAMEN DES OFFRES	8
5.1. – Jugement des candidatures	8
5.2. – Jugement des offres	9
Article 6 - NEGOCIATION	9
Article 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	10
Article 8 - Modalites de dematerialisation de la procedure	10
8.1. Signature électronique	10
8.2. Copie de sauvegarde	11
Article 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
Article 10 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE	12
Article 11 - CLAUSE D'EXCLUSIVITE A L'EGARD DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE	13

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. – Objet de la consultation

Le présent marché est un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur un ensemble de prestations d'assistance fonctionnelle, technique et de conduite d'opération dans le cadre du projet de l'opération de parachèvement de la Maison d'arrêt de Draguignan (83).

Le marché est décomposé en tranches : une tranche ferme et deux tranches optionnelles, dont les missions sont détaillées à l'article 1.4 du présent RC.

Le cahier des clauses techniques particulières du présent marché présente les caractéristiques de l'opération, et détaille la mission.

1.2. – Nature du marché

Marché de prestations intellectuelles traité à prix global et forfaitaire.

1.3. – Mode de consultation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-6 du Code de la commande publique

1.4. – Décomposition de la mission

Le marché est réparti en 5 éléments de mission forfaitaires comprises dans une tranche ferme (de M1 à M5) et 2 missions forfaitaires comprises dans des tranches optionnelles devant obligatoirement être chiffrées (de M6 à M7) :

Missions forfaitaires de base (tranche ferme)

- Mission M1 : prise de connaissance du dossier et analyse du dossier DIAG réalisé par la maîtrise d'œuvre
- Mission M2 : assistance en étude APS, incluant l'assistance pour l'élaboration des éventuelles pièces administratives (PC, AT, ...)
- Mission M3 : assistance en étude APD, incluant l'assistance pour le suivi de la bonne instruction des pièces administratives
- Mission M4 : assistance pour l'élaboration et la validation du PRO/DCE
- Mission M5 : consultation des entreprises

Missions forfaitaires optionnelles (tranches optionnelles)

- TO1 : Mission M6 : accompagnement dans la procédure de négociation du marché travaux (Tranche optionnelle n°1)
- TO2 : Mission M7 : assistance, suivi et conduite d'opération au cours de la phase des études d'exécution, des travaux, de l'OPR et de la GPA (Tranche optionnelle n°2)

1.5. - Caractéristiques du marché de travaux

A ce stade, il est envisagé une mise en concurrence des entreprises de travaux sur la base des études de PRO. L'allotissement des travaux sera défini en lien avec la maîtrise d'œuvre une fois celle-ci désignée.

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge du ou des titulaires des marchés de travaux.

Le coût objectif des travaux est estimé à 2 300 000 € HT en date de valeur de mars 2024, auquel s'applique des seuils de tolérance listés au marché de MOE jusqu'à la passation du marché de travaux.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. - Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché commence à sa date de notification.

La durée du marché est mentionnée dans l'article 5 de l'acte d'engagement (AE).

Les délais des missions et de remise des livrables sont mentionnés à l'article 4 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au contenu détaillé des missions.

2.2. - Lieu d'exécution

Les réunions se déroulent soit au Kremlin Bicêtre (94), soit à la Maison d'arrêt de Draguignan (83). Des déplacements sont donc à prévoir en conséquence. Des réunions en visioconférence peuvent également être organisées, à l'initiative du MOA.

2.3. - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4. - Délai de validité des offres

180 jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres.

2.5. - Forme du groupement

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix. Les candidats pourront se présenter en agissant, soit en qualité de candidat individuel, soit en tant que membre d'un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire ou un groupement solidaire.

2.6. - Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes
 - o Annexe 1 : cadre de présentation des candidatures,
 - o Annexe 2 : cadre de réponse temps passés),
 - o Annexe 3 : charte de confidentialité ?
 - o Annexe 4 : Cadre de mémoire technique
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : répartition mission et par cotraitant,
 - o Annexe 2 : acte spécial sous-traitance,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Dossier d'information : CCTP maîtrise d'œuvre (remis après acceptation de la charte de confidentialité)

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère sont acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Il est rappelé que le signataire doit être habilité à engager le candidat. Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le représentant qualifié du candidat.

4.1. Dossier de candidature – Conditions de participation

Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence, à savoir :

Situation juridique du candidat

1. Une lettre de candidature complétée, avec, en cas de groupement, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1, version du 1er avril 2019). NB : un seul document pour l'ensemble du groupement ;

Pour chaque candidat, ou pour chaque membre du groupement (qu'il soit mandataire/cotraitant/autre opérateur) :

2. Si le candidat est en redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

Capacités financières

3. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat sur les trois derniers exercices disponibles, et son chiffre d'affaires relatif aux types de prestations faisant l'objet du marché réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (Déclaration dans l'annexe 1 du RC ou formulaire DC2¹ complété) ;

Capacités professionnelles et techniques

4. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années à remplir dans l'annexe 1 du RC ;
5. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.
6. Un dossier détaillé de 5 références maximum de moins de trois ans portant sur des missions de nature et de complexité comparable à l'objet du présent marché. En cas de groupement, les références restent portées à 5 pour l'ensemble du groupement dont 2 a minima seront exigées pour le mandataire ; ces références seront de moins de trois ans et porteront sur des missions de nature et de complexité comparable à l'objet du présent marché.

Ce dossier présentera pour chaque référence :

- le maître d'ouvrage public ou privé (avec les coordonnées d'un contact au fait de la référence)
- la nature et la localisation de l'opération
- la date et le montant de l'opération (en k€ HT)
- l'année de mise en service ou la phase d'avancement
- la nature des prestations réalisées
- la typologie, surface et caractéristiques principales de l'opération
- le montant (HT) des prestations réalisées

Le candidat est invité à renseigner les différents onglets de l'annexe 1 du RC, en plus de fournir les différentes pièces justificatives demandées.

¹ Les dernières versions des formulaires DC1 et DC2 sont disponibles ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Si un membre du groupement transmet plus de 5 références, seules les 5 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Les prestations pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Si le candidat est dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), il peut justifier de ses capacités financières et de ses références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media unique pour l'ensemble des échanges le cas échéant. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Les renseignements demandés aux 1) et 3) ci-dessus peuvent être remplacés par le formulaire DC1 : « Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants » (version du Code de la commande publique du 01/04/2019) et au 5) par le formulaire DC2 : « Déclaration du candidat », disponibles chacun à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

4.2. Dossier de présentation de l'offre

Un projet de marché comprenant :

1. L'acte d'engagement complété et ses annexes 1 (répartition mission et par cotraitant) et, le cas échéant, 2 (acte spécial sous-traitance) complétées,
2. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complétée,

B – Un mémoire technique portant sur l'organisation opérationnelle et la méthodologie d'intervention mises en place et indiquant notamment :

3. Une note relative à l'organisation retenue pour assurer les prestations :
 - La liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché, ainsi que la présentation des curriculum vitae, des expériences respectives et des domaines de compétences exigées (technique, sureté, opérationnel). Cette liste doit reprendre exactement les personnes qui travailleront effectivement sur l'opération :

Les capacités de l'équipe devront couvrir l'ensemble des domaines de compétence relatif à une telle opération et notamment :

- Sûreté (notamment active)
 - Aspects techniques et technico-économique
 - o Structure
 - o CFO (notamment vis-à-vis des éléments de sureté)
 - o CFA (notamment vis-à-vis des éléments de sureté)
 - o Plomberie
 - o VRD et espaces verts
 - o Désenfumage et incendie (SSI)
 - o Tous aspects afférents aux différents lots techniques
 - Aspects opérationnels
 - o Contrôle et suivi du calendrier des travaux
 - o Contrôle et suivi de l'estimation du coût travaux au regard de l'enveloppe du MOA,
 - o Coordination avec les partenaires éventuels (prestataires, collectivités, concessionnaires...).
- L'organisation générale proposée pour le suivi de l'ensemble des missions, l'indication précise pour chaque mission des tâches qu'il est prévu de confier à chacun des intervenants, y compris la répartition des compétences spécifiques ainsi que les modalités de coordination de l'équipe ;
4. Une note relative à la méthodologie adoptée en vue d'assurer chacune des prestations décrites dans le CCTP.
5. Le temps prévisionnel d'intervention : indication dans le cadre de réponse des temps passés figurant dans l'annexe 2 du règlement de consultation pour chaque mission, du temps global qu'il est prévu de lui consacrer et la répartition de ce temps global entre les différents personnels qu'il est prévu de faire intervenir.

ARTICLE 5 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET EXAMEN DES OFFRES

5.1. – Jugement des candidatures

Conformément à l'article R.4144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

5.2. – Jugement des offres

Les offres sont jugées à partir de critères pondérés de la façon suivante :

1 – Le prix des prestations, apprécié au regard du montant global et forfaitaire mentionné dans l'AE : **30%**

2 – La valeur technique de l'offre pour **70%** soit :

- la qualité et la pertinence de l'organisation opérationnelle envisagée, notamment les CV et l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution de la mission et la répartition des tâches pour **30%**
- la qualité et la pertinence de la méthodologie proposée pour réaliser les missions, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique pour **20%**
- la pertinence et la cohérence de la répartition du temps passé prévisionnel pour l'exécution de la mission au regard du cadre des temps passés (annexe 2 du RC) pour **20 %**.

Les candidats pourront être amenés à préciser leurs offres à la demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 - NEGOCIATION

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les dossiers de candidatures et offres devront OBLIGATOIREMENT être adressées par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2659264&orgAcronyme=d3f>

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Les candidats sont invités à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE.

ARTICLE 8 - MODALITES DE DEMATERIALISATION DE LA PROCEDURE

8.1. Signature électronique

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre.

Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera demandé une signature manuscrite.

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chacun des documents doit être signé électroniquement.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance aux adresses suivantes :

- <http://references.modernisation.gouv.fr/liste> de confiance française,
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/ liste de confiance d'un autre état membre de l'Union européenne.

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés.

Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique et la signature du fichier ZIP ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

La liste exhaustive des formats bureautiques autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc et .xls.

8.2. Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier. En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique.

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde doit être scellée et comporter la mention lisible « Assistance technique du maître d'ouvrage pour l'opération **Maison d'arrêt de Draguignan – parachèvement - copie de sauvegarde** ». La copie de sauvegarde sur support physique électronique portera la mention « **AMOT- DRA_PARA -Sauvegarde** ».

En cas de transmission papier, elle devra :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressée par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

En cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- la Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)

- Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres

Assurance et frais de transport :

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux – mêmes.

ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2659264&orgAcronyme=d3f>

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 10 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application des articles R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.

- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;

- Sa nationalité ;

- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

ARTICLE 11 - CLAUSE D'EXCLUSIVITE A L'EGARD DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le titulaire du présent marché, du fait de son analyse vis-à-vis des rendus de la maîtrise d'œuvre et afin de garantir son impartialité, **ne peut pas faire partie de l'équipe de maîtrise d'œuvre titulaire** de l'appel d'offre de Maitrise d'œuvre des travaux de parachèvement de la Maison d'arrêt de Draguignan.

ARTICLE 12 - VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun :

- Référé précontractuel prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché

- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre